

Arrêté n° 2567 PR du 7 novembre 2024 fixant les seuils d'imputation en section d'investissement des biens meubles acquis par la Polynésie française

(NOR : DBF24515445AP-1)

Paru in extenso au journal officiel n°132 N du 15/11/2024 à la page 21190 dans la partie Présidence

Version en vigueur au 15/11/2024

Le Président de la Polynésie française,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 1454 CM du 13 décembre 2006 modifié portant instruction comptable de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 951 CM du 15 juillet 2015 modifié relatif à l'amortissement des immobilisations de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er

En application des dispositions de l'arrêté n° 1454 CM du 13 décembre 2006 susvisé, les biens meubles de la Polynésie française dont la durée de vie est supérieure à un an et dont la valeur est comprise entre 90 000 F CFP TTC et 180 000 F CFP TTC peuvent être imputés indifféremment en section de fonctionnement ou en section d'investissement.

Les biens meubles dont la valeur est inférieure à 90 000 F CFP TTC sont imputés en section de fonctionnement.

Les biens meubles dont la valeur est supérieure à 180 000 F CFP TTC sont imputés en section d'investissement.

Art. 2

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les biens meubles listés ci-après peuvent être imputés en section d'investissement, ce quelle que soit leur valeur.

Matériels réseaux	Serveurs et équipements divers de stockage	Périphériques	Ordinateurs	Matériels de téléphonie
Appliances de sécurité Bornes Wifi Commutateurs Contrôleurs Wifi Pare-feu (fire-wall) Routeurs Sondes	Armoires informatiques Baies de stockage Consoles d'administration pour armoires informatiques Disques durs pour serveurs ou baies de stockage Matériels pour réseau de stockage type SAN Serveurs de stockage de type NAS Serveurs informatiques	Écrans pour ordinateurs Imprimantes Scanners	Ordinateurs (PC et MAC) Ordinateurs portables Unité centrale	Autocom ip Téléphones voip

Art. 3

Les présentes dispositions s'appliquent à toutes les acquisitions de biens meubles effectuées par la Polynésie française à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française.

Art. 4

L'arrêté n° 119 PR du 14 février 2020 fixant le seuil d'imputation des biens en section d'investissement est abrogé.

Art. 5

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA